

LE PARTENARIAT POUR LA COUVERTURE SANITAIRE UNIVERSELLE

Sophie GENAY-DILIAUTAS, Denis DORIGNON, Gérard SCHMETS - OMS

Genève, 8 janvier 2020

Séminaire des Conseillers régionaux de santé mondiale du Ministère français de l'Europe et des affaires étrangères



LUXEMBOURG
AID & DEVELOPMENT

 **Irish Aid**
An Roinn Gnóthaí Eachtracha agus Trádála
Department of Foreign Affairs and Trade

 **World Health Organization**

La Couverture Sanitaire Universelle

☞ *faire en sorte que tous les individus aient accès aux services de santé sans encourir de difficultés financières.*

Pour cela il faut :

- un système de santé solide, efficace et bien géré;
- des soins à un coût abordable;
- l'accès aux médicaments et technologies médicales;
- des personnels de santé en nombre suffisant, bien formés et motivés.

La Couverture Sanitaire Universelle

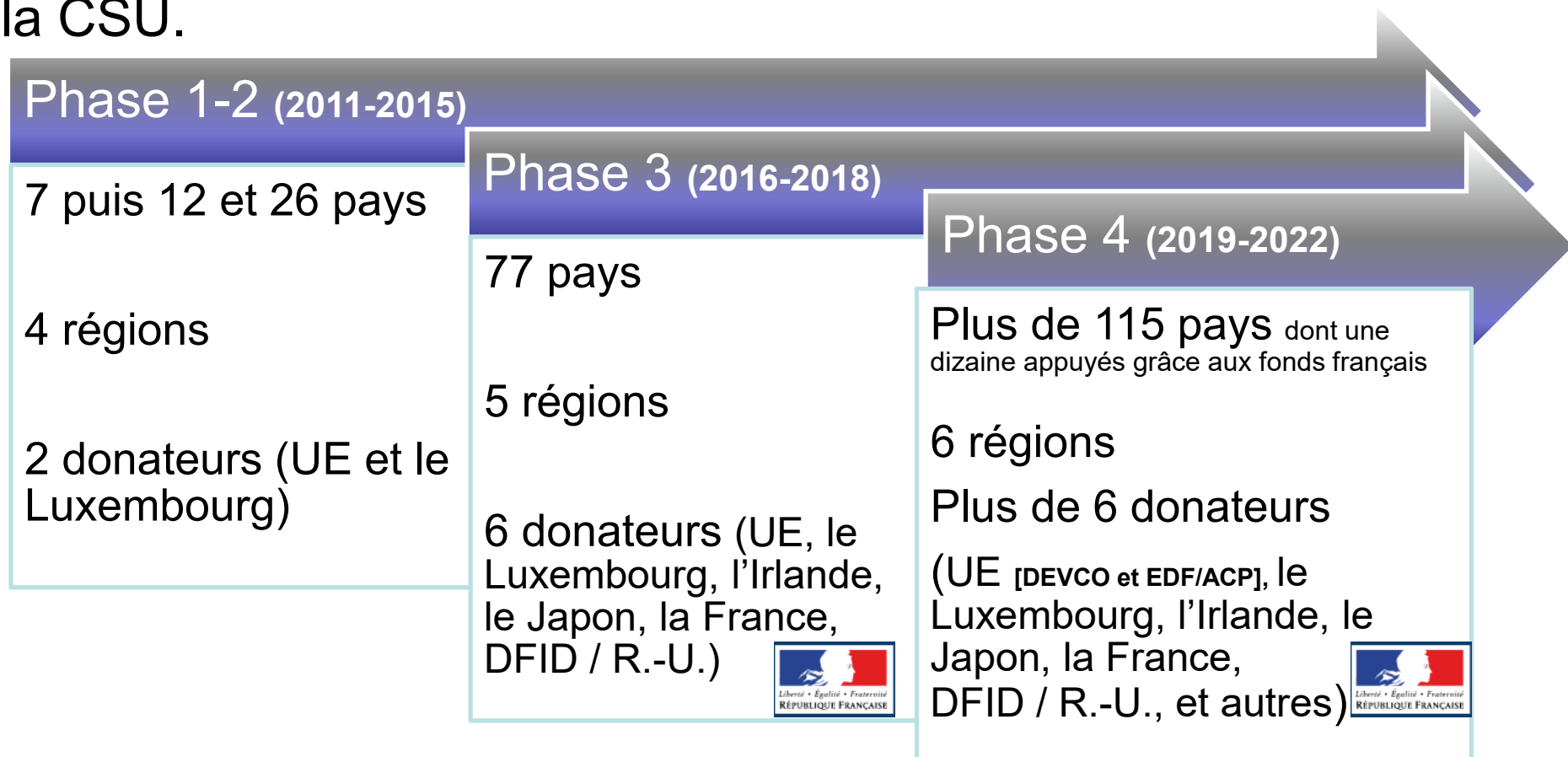
- Les progrès sont été lents et inégaux pour atteindre l'ODD de la CSU pour tous à l'horizon 2030
 - En 2017, près de la moitié de la population mondiale (33 % à 49 %) était couverte par des services de santé essentiels ;
 - Chaque année plus de 800 millions de personnes doivent faire face à des dépenses catastrophiques en santé et 100 millions tombent dans la pauvreté du fait de la dépense directe en santé ;
 - Plus de 50 pays n'ont pas l'infrastructure en santé pour assurer la CSU ;
 - Sans mesures correctives, presque 5 milliards de personnes n'auront pas accès aux services de santé essentiels en 2030.
- L'engagement politique actuel au niveau mondial est sans précédent : Déclaration politique du 23 sept. 2019 sur la couverture sanitaire universelle. <https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/328922/WHO-HIS-HGF-19.1-fre.pdf?ua=1>
- Mais les défis de la mise en œuvre de la CSU demeurent :
 - Les soins de santé primaires : le moteur de la CSU ;
 - La nécessaire approche multisectorielle et multi-acteurs, la santé dans toutes les politiques publiques ;
 - Apport des nouvelles technologies ;
 - Influence des normes et du pouvoir liés au genre sur l'accès aux services de santé.
- L'OMS appelle clairement les gouvernements à agir dans tous les pays pour consacrer 1 % de plus du produit intérieur brut aux soins de santé primaires.



Le Partenariat pour la CSU

[2011 – 2022]

- Le “Partenariat pour la couverture santé universelle” (P-CSU) vise à appuyer les Etats Membres dans le développement et la mise en oeuvre de stratégies pour le renforcement des systèmes de santé et l’atteinte de la CSU.



Le Partenariat pour la CSU

[2011 – 2022]

- En pratique, il s'agit d'appuyer les ministères de la Santé sous la forme d'assistance technique spécialisée et/ou de mise à disposition de fonds catalytiques pour des activités stratégiques.
- Le Partenariat est intégré dans les Bureaux Pays de l'OMS :
 - dans de nombreux pays ces derniers fournissent les experts du renforcement des systèmes de santé (personnel de l'OMS) ;
 - Avec des collaborations avec les partenaires et les mécanismes existants, sur place.
 - **Soutien de la France de 1,4 M€ en 2018** pour 11 pays dont sur quatre pays francophones de l'Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, Guinée, Mauritanie, Niger) pour le renforcement du système de santé, à Maurice pour la mise en place d'un «dialogue sociétal» (stratégie Institutions) ainsi qu'au Tchad, au Mali, au Congo, en République Démocratique du Congo, en République Centrafricaine ou au Bénin.



Quelques exemples sous forme de vignettes...



Guinée

- Appui à la mise en oeuvre du “pipeline rural” avec, entre autres, l’élaboration des modules de formations pour les agents de santé communautaire
- Mise en place d’un cadre de concertation intersectoriel pour la gouvernance locale (coordination du Min. de l’Administration du territoire et de la décentralisation)
- Appui à la planification et revues annuelles (tous niveaux SS)



Burkina Faso

- Elaboration cadre financier pour la loi sur AMU
- Etude qualitative pour mieux comprendre l’implication des acteurs dans la préparation de la pol. nationale de santé (2018) et la loi sur l’AMU (2016). Interactions 3 ministères et implication de la société civile.



Niger

- Projet multisectoriel de développement communautaire à travers l’approche Pipeline Rural, ancré au Plan d’Action National-Niger 2018-2021
- Le renforcement du dialogue politique en faveur de la CSU avec les Parlementaires, un séminaire gouvernemental, les partenaires au développement

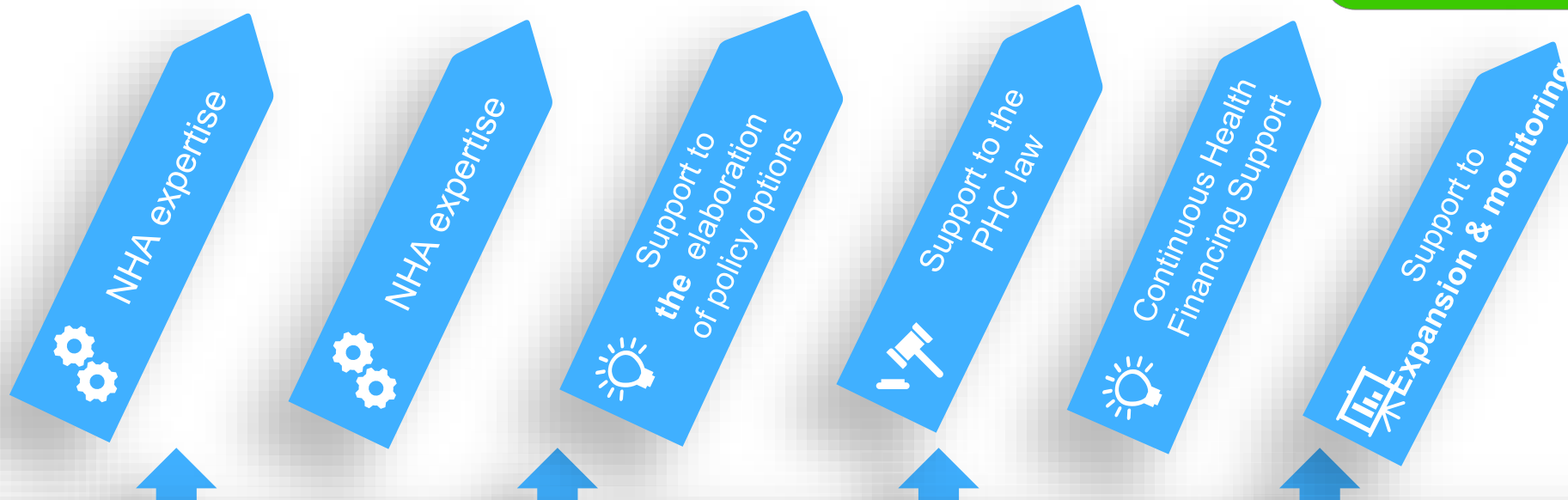
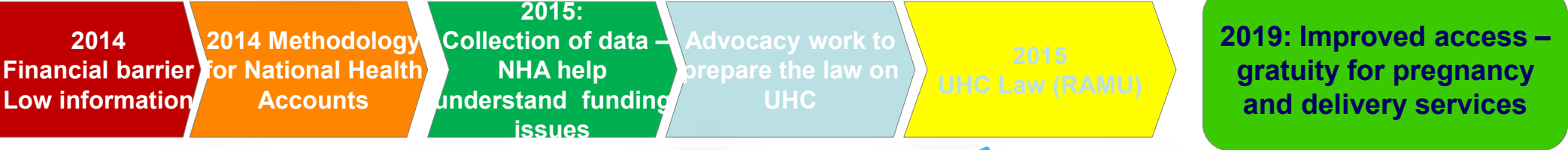


Mauritanie

- appui technique et financier à l’élaboration des plans de régions et des districts sanitaires ainsi qu’à l’organisation de la revue annuelle du secteur de la santé
- l’élaboration d’un plan stratégique 2019-2023 pour l’Ecole Nationale de Santé Publique de Nouakchott
- Révision de la liste des médicaments essentiels
- Pré-qualification du laboratoire national de contrôle de qualité des médicaments



Burkina-Faso



Support to the National Policy Dialogue



Burkina Faso

Etude de cas sur l'engagement de la société civile dans de la stratégie nationale de financement de la santé au Burkina Faso

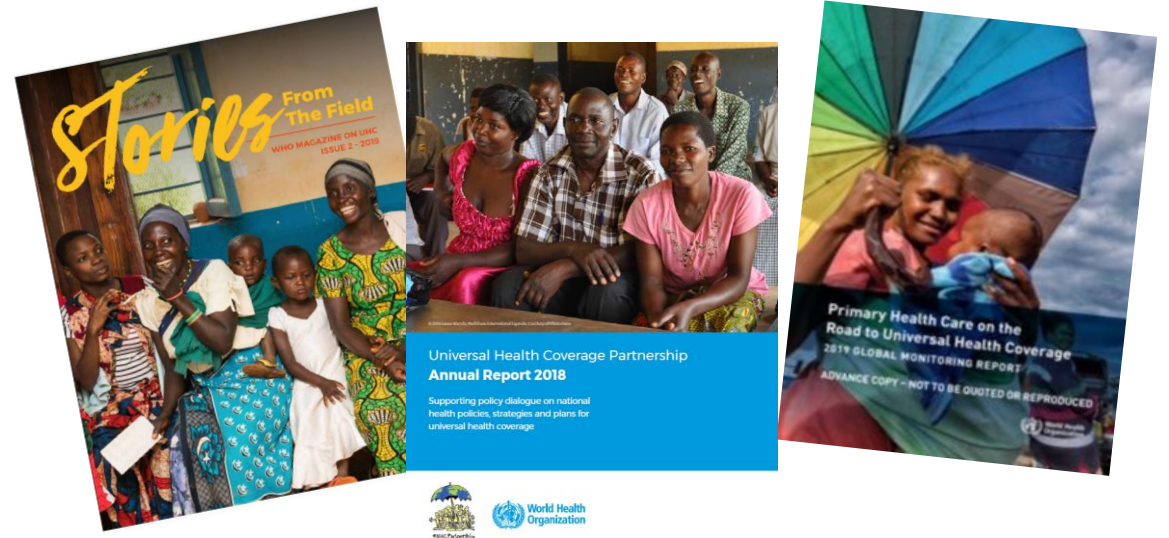


- **Rationnel:** Informer le développement d'un *manuel sur la participation sociale* pour renforcer l'engagement systématique et significatif des gouvernements avec les populations, les communautés et la société civile dans les processus nationaux d'élaboration des politiques de la santé.
- **Les données:** Revue de la littérature & 18 entretiens avec des informateurs clés: (i) OSC ou structure de coordination des OSC, (ii) représentant du gouvernement, (iii) partenaires financiers et technique.
- **Message clés:**
 - ❖ Les OSC jouent plusieurs rôles dans le contexte de leurs interventions et dans leurs relations avec les pouvoirs étatiques → elles s'identifient de plus en plus à travers leur rôle de suivi citoyen de l'action publique, de propositions d'alternatives, d'interpellation.
 - ❖ L'existence des espaces de dialogue institutionnalisés par des textes officiels ainsi que la liberté d'association et d'expression permettent à la société civile d'être partie prenante dans les processus de planification et de prise de décision tant au niveau national que sectoriel.
 - ❖ Le processus d'élaboration et de validation de la SNFS-CSU a été essentiellement technique et marqué par une faible implication des OSC. Cependant, les acquis des OSC dans la formulation et la conduite d'interventions en faveur de la CSU notamment l'amélioration de l'accès financier aux soins de santé à travers les mesures de gratuité des soins et de protection sociale, ont facilité leur implication dans les processus de formulation et de mise en œuvre de certaines mesures de la SNFS-CSU.



L'approche «Fondation Institution Transformation» (FIT)...

- Appui taillé sur mesure
- Approche centrée sur les besoins des pays
- Flexibilité et orientation vers les résultats
- Dialogue politique inclusif avec renforcement de la participation citoyenne (démocratie sanitaire)
- Travail normatif sur le monitoring global des progrès et la mobilisation citoyenne (*en collaboration avec Sciences Po*)
- Forte contribution à la coordination des Partenaires appuyant la CSU : Multi Donor Coordination Committee (MDCC) – 4 réunions par an
- Ce programme contribue à la réforme de l'Organisation (transformation)



En conclusion, un travail stratégique grandement apprécié par les pays et ... qui pourrait encore être développé ...

Pistes de collaboration entre les CRSM et l'équipe du Partenariat pour la CSU de l'OMS et discussion

- Échange d'informations ;
- Participation aux quatre réunions annuelles du «Multi Donor Coordination Committee» ;
- Aide au suivi au niveau pays des actions du Partenariat pour la CSU, par exemple :
 - missions de l'équipe du Partenariat dans les pays, de la France dans le pays
 - sur les actions de communication «Stories from the field» ;
 - réunions périodiques entre les différents donateurs et l'OMS sur la CSU.
- visibilité collective des donateurs et pas d'un donateur en particulier : précieux soutien technique et politique des CRSM sur les 115 pays du Partenariat
- Initiative du G7 pour des connaissances communes sur les soins de santé primaires (cf. Déclaration des ministres de la Santé du G7) ?
- Suggestions pour améliorer les relations entre Ambassades de France et Bureaux pays OMS sur la CSU ?





Rendez-nous visite !
www.uhcpartnership.net

Et contactez-nous !
genaydiliautass@who.int
porignond@who.int
schmetsg@who.int

